



HAL
open science

L'Égypte à l'aube du XXe siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes

Ghislaine Alleaume, Eric Denis

► **To cite this version:**

Ghislaine Alleaume, Eric Denis. L'Égypte à l'aube du XXe siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes. Jocelyne Dakhli. Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit, Sindbad - Actes Sud, pp.225-256, 1998. halshs-00369894

HAL Id: halshs-00369894

<https://shs.hal.science/halshs-00369894>

Submitted on 24 Mar 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes

Ghislaine Alleaume, (CEDEJ, Le Caire, 1998), IREMAM, Université d’Aix, 2009

Eric Denis, CEDEJ, (Le Caire, 1998), SEDET, université Paris 7, 2009

Dans les travaux sur l'histoire récente des villes d'Egypte, l'attention semble se focaliser sur deux phénomènes distincts : l'hypertrophie des capitales (Le Caire et Alexandrie) d'une part, l'accélération générale de l'urbanisation, d'autre part. Ces approches ont en commun de survaloriser la primauté du Caire et de présenter l'urbanisation dans son ensemble comme un processus unique. Que l'on en fasse la conséquence du développement du pays sur un mode fortement centralisé, ou des modalités de son insertion dépendante dans la division internationale du travail, la croissance urbaine apparaît ainsi comme le produit passif d'évolutions dont la capitale serait l'unique pôle de médiation.

Pourtant, une analyse de la distribution de l'activité dans les provinces et de la polarisation urbaine à l'échelle de la mosaïque des pays qui jalonnent le territoire utile de l'Egypte montre qu'il existait encore dans les années vingt des configurations régionales actives et très contrastées. Des spécialisations locales héritées, parfois réduites à l'état de simples traces, jouaient encore un rôle majeur dans l'articulation entre la ville et la campagne. La rencontre de cette géographie de traces et de l'effet, malgré tout réel, des politiques publiques sur la standardisation des formes urbaines a produit, au cours du siècle, un paysage de plus en plus complexe : loin de contribuer à l'uniformisation du territoire, elle a d'abord construit, entre des groupes de villes, des différences accrues.

Les aléas de la croissance

L'Egypte connaît, depuis le début du siècle, une forte accélération de sa croissance démographique : sa population a plus que sextuplé entre 1897 et 1997¹. L'urbanisation a été plus rapide encore : dans le même temps, la part de la population vivant dans des agglomérations de plus de 10 000 habitants est passée de 18% à 56%². Et le nombre de ces agglomérations a été multiplié par dix, passant de 43 en 1897 à 463 en 1986. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, mais l'effet qu'ils produisent tient en partie à la fixité du critère adopté. La question, toujours difficile, de la pertinence du seuil permettant de distinguer la ville du village est particulièrement aiguë dans le cas de l'Egypte. L'exiguïté du territoire utile, les contraintes imposées par le régime de crue, la prédominance de l'habitat aggloméré ont favorisé, de longue date, le regroupement du peuplement en grosses bourgades, dont certaines peuvent rester très rurales par l'activité comme l'allure et compter néanmoins plusieurs dizaines de milliers d'habitants. Dans un paysage marqué par des densités qui comptent parmi les plus fortes du monde, l'adoption d'un seuil numérique stable dans le temps amène à considérer comme "urbaines" des populations vivant dans des agglomérations qui ne sont guère que de gros villages.

Mieux vaut, si l'on veut se faire une idée de la croissance des villes, ne retenir que les agglomérations ayant plus de 10 000 habitants en début de période. La méthode a certes l'inconvénient de laisser en dehors de l'étude des villes émergentes, mais les quelques "silences" qu'elle engendre sont en fin de compte moins gênants que le "bruit" provoqué par l'intégration de dizaines de villages promus au rang de bourgs par le simple jeu de l'augmentation de la population. L'analyse des taux de croissance des agglomérations ainsi retenues permet de construire une typologie des formes et des rythmes de l'urbanisation.

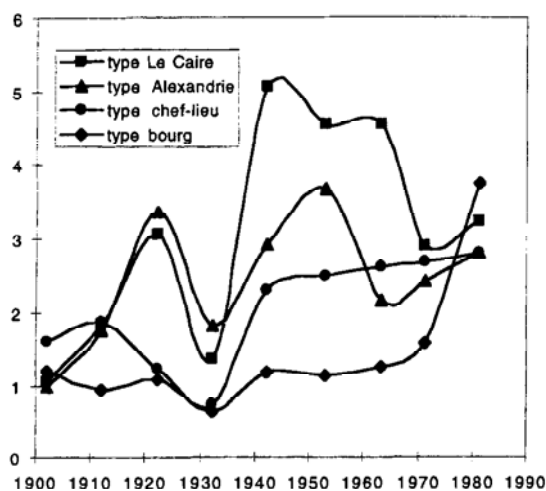
Il n'existe pas de corrélation directe entre la taille et le taux de croissance⁴, premier indice que le système urbain de l'Égypte n'est pas régi par des lieux centraux. Les courbes présentées ici permettent donc de dégager, indépendamment de toute hiérarchie, des dynamiques locales et des contrastes régionaux.

La construction de la typologie statistique donne six profils, dont deux ne concernent que trois villes aux destins très exceptionnels. Le premier type, caractérisé par de très forts taux de croissance (de l'ordre de 7% par an) pendant de courtes périodes, rassemble Suez et Ismaïliyya dont l'évolution est tout entière déterminée par l'histoire du canal de Suez : brusque croissance au début du siècle au moment où le canal s'impose comme l'une des grandes voies du commerce mondial (1907-1917) ; nouvel élan durant la Seconde Guerre mondiale (1937-1947) ; chute brutale avec la guerre des Six Jours et ses prolongements jusqu'en 1973 ; enfin, repeuplement accéléré de ces dernières années. Assouan forme à elle seule le deuxième type, caractérisé par des phases de croissance encore plus forte (allant jusqu'à 12 % par an), largement dues aux grands chantiers de l'aménagement hydraulique. Atypiques et en marge de la carte de l'Égypte, ces trois agglomérations ont été exclues du graphique.

Les quatre types suivants réunissent toutes les autres agglomérations de l'ensemble. Les courbes qu'ils dessinent appellent deux remarques générales (figure 1). Tout d'abord, elles ont en commun un ralentissement brusque de la croissance autour de 1930, qui vient interrompre, de façon inégale, une tendance générale à la hausse. Cette rupture ne se lit pas dans l'évolution générale de la population égyptienne ; elle affecte en revanche de la même manière la courbe du solde migratoire villes-campagnes⁵.

Figure 1

Typologie des taux annuels de croissance des agglomérations de plus de 10 000 habitants en 1917, pour la période 1897-1986 (%)



Réalisation : Denis & Alleaume, 1998 ; Sources : 10 recensements : 1897, 1907, 1917, 1927, 1937, 1947, 1960, 1966, 1976 et 1986

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliâ éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

Elle signale donc un fléchissement de l'attraction des villes, dont l'explication tient, pour une part, à la prospérité engendrée par le boom cotonnier de la décennie précédente qui fixe la population dans les campagnes. Ces courbes présentent, d'autre part, des profils très contrastés qui opposent des villes à croissance forte et relativement heurtée (types 1 et 2) à des villes dont la croissance est à la fois plus modérée et plus continue (types 3 et 4).

L’onde forte des grandes villes

Les deux groupes à croissance forte comptent chacun l'une des deux métropoles, Le Caire et Alexandrie, et sont, dans leur composition, relativement hétérogènes. Le premier, celui du Caire, se caractérise par une croissance forte et continue à partir de 1940, à peine infléchie en fin de période. Outre la capitale, il rassemble cinq villes dont les taux annuels de croissance dépassent toujours 3%. Zağâzîq et Bilbays, dans le delta oriental, doivent leur développement à l'importance prise par le canal de Suez et aux bonifications agricoles qui ont été, dans cette région, particulièrement intensives. Damiette, précipitée dans un long déclin par la fondation de Port-Saïd (1860), retrouve tardivement (après 1970) un niveau de métropole régionale⁶. En Haute-Egypte, Qînâ et Sûhâg, dont la croissance avait été très lente jusqu'au milieu de ce siècle, ont mis longtemps à affirmer leur rôle de capitales provinciales, du reste assez récent, dans un réseau particulièrement dense de petites villes⁷ : ce n'est qu'à partir de 1970 qu'elles drainent les ressources humaines de leurs arrière-pays et connaissent un essor soudain, rendu particulièrement sensible par l'accélération de la croissance globale.

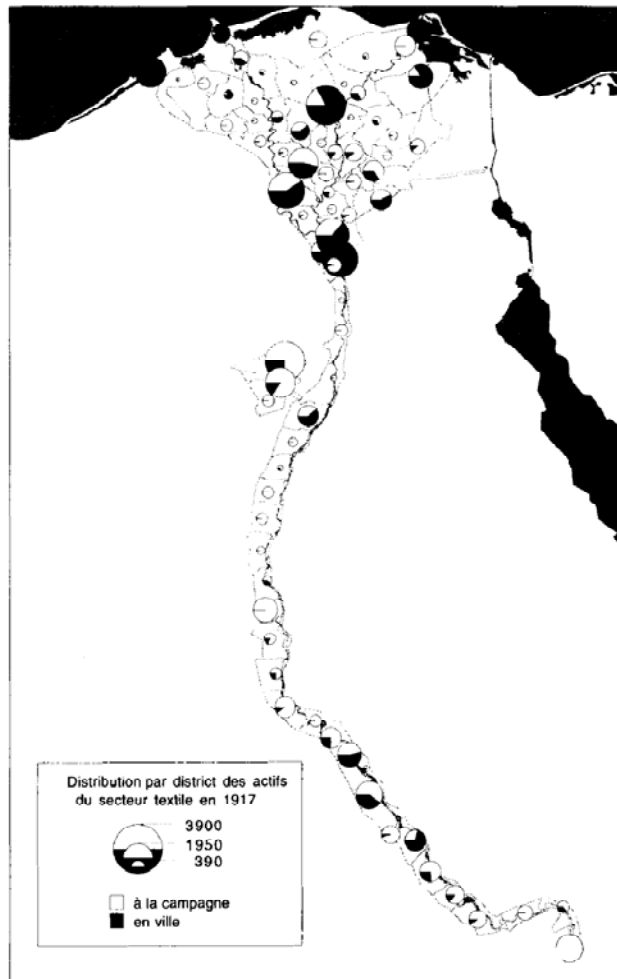


Figure 2

Réalisation : Denis & Alleaume, 1998 ; Sources : recensements de 1917

Le second type a une croissance plus précoce, amorcée dès les années vingt. Il réunit, derrière Alexandrie, neuf villes formant deux groupes nettement distincts. Avec Alexandrie, Port-Saïd, Kafr al-Zayyât, Idkû, Damanhûr, Mansûra et Mahalla, le premier appartient à un ensemble territorial cohérent : le nord du delta, dont la géographie a été entièrement recomposée par l'aménagement hydraulique du XIX^e siècle, pour être voué à la grande culture cotonnière. La similitude et la simultanéité des croissances expriment ici la cohérence d'un territoire qui met en réseau les pays de l'agriculture commerciale et leurs débouchés : bourses cotonnières (Mansûra et Damanhûr), centres industriels (Mahalla et Kafr al-Zayyât) et ports (Alexandrie et Port-Saïd). Le second groupe réunit deux villes de la Moyenne-Egypte, sans lien géographique, mais qui se sont toutes deux nourries d'un arrière-pays rural, très faiblement aggloméré. Située au cœur de la plaine d'inondation, en aval d'un système de bassins au maillage particulièrement large, Banî Mazâr est la seule agglomération importante d'une région vide de villes ou même de gros bourgs. Plus au sud et en marge de la vallée, Guhayna se place dans un réseau très dense de hameaux, pour la plupart de formation assez récente et liée à la sédentarisation des tribus.

Le relais tardif des villes de pays

Les deux groupes à croissance plus faible réunissent des chefs-lieux de province ou des villes secondaires et sont beaucoup plus homogènes. Le premier (type 3) rassemble presque toutes les capitales régionales du delta central et de la Moyenne-Egypte. Si l'on excepte le creux des années trente, c'est un Groupe à croissance régulière, évoluant de 1,5% à 2,5 par an, tout au long du siècle. Deux ensembles géographiques s'y distinguent. Au nord, le cœur du delta (Ashmûn, Minûf, Shibîn et Tantâ) s'ouvre sur un chapelet de villes distribuées le long des branches du Nil (Basyûn, Fuwwa et Disûq sur la branche de Rosette ; Banhâ, Mît Ghamr et Simballawayn, sur celle de Damiette). Il se prolonge à l'est jusqu'au lac Manzala (Matariyya, Manzala), le long d'une ancienne branche du fleuve (le Bahr Mu'is), gagnée à l'irrigation pérenne dès 1845 et, dans la région de Mansûra, avec Bilqâs, simple village promu par la multiplication des grands domaines cotonniers. Au sud, un second ensemble territorial se dessine sur un axe nord-sud d'une centaine de kilomètres, entre Minya, Mallawî, Manfalût, Asyût et Abû Tîg, dans la région de la Moyenne-Egypte la plus précocement convertie à l'irrigation pérenne et à la grande agriculture domaniale, autour du coton et du sucre. Il est complété au nord par le triangle Fayyûm, Bûsh, Banî Suwayf.

C'est cet ensemble de l'Egypte moyenne qui accentue le relatif tassement de la croissance du groupe, après 1940. Au nord comme au sud, toutes ces villes anciennes, aux compétences multiples, doivent leur essor régulier à leur bonne insertion dans le tissu régional.

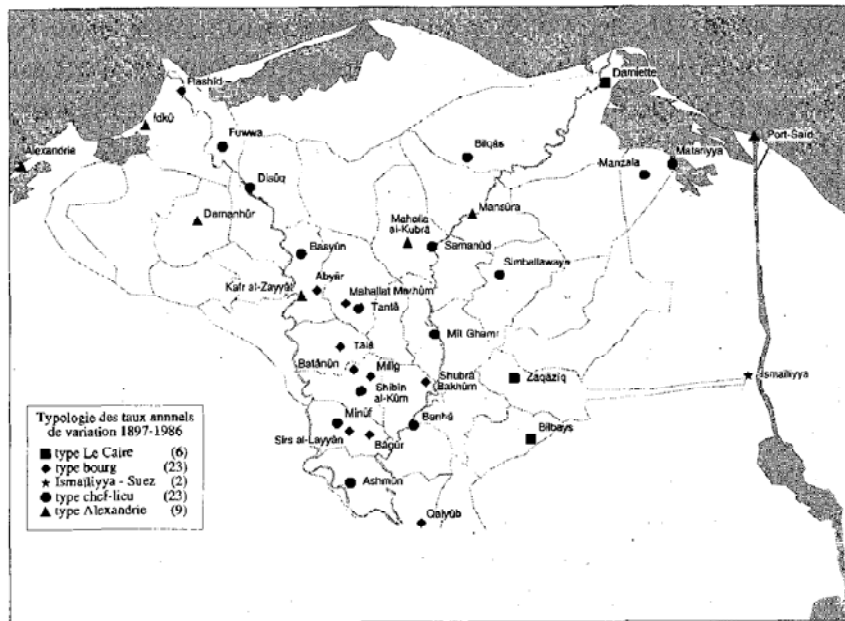


Figure 3

Réalisation : Denis & Alleaume, 1998 ; Sources : 10 recensements : 1897, 1907, 1917, 1927, 1937, 1947, 1960, 1966, 1976 et 1986

Le deuxième groupe (type 4) rassemble des bourgs sans qualité particulière ou des capitales déclinantes, qui stagnent jusqu'au début des années quatre-vingt (autour de 1% par an), avant de devenir les points de plus forte croissance démographique) près de 4% par an). Par la géographie, il compte à nouveau deux ensembles : des bourgades secondaires du delta central (Abyâr, Mahallat Marhûm, Talâ, Batânûn, Milîg, Shubrâ Bakhûm, Sirs al-Layyân, Bâgûr) d'une part, et d'anciennes métropoles provinciales déclassées,

Alleaume, Denis, 1998, « L’Égypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliá éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

pour la plupart situées dans le Haut-Sa'id (Tahtâ, Akhmîm, Girgâ, Farshût, Qûs, Isnâ), d'autre part. A cette définition n'échappent que trois villes, aux destins atypiques : Rosette, entrée depuis le milieu du XX^e siècle dans une longue récession et qui ne retrouve qu'en 1917 son niveau de 1846 ; Qalyûb, qui souffre du développement du Caire trop proche, et qui perd son statut de chef-lieu de province au profit de Banhâ ; et Louxor, au contraire, qui ne doit qu'au développement du tourisme international de devenir une ville.

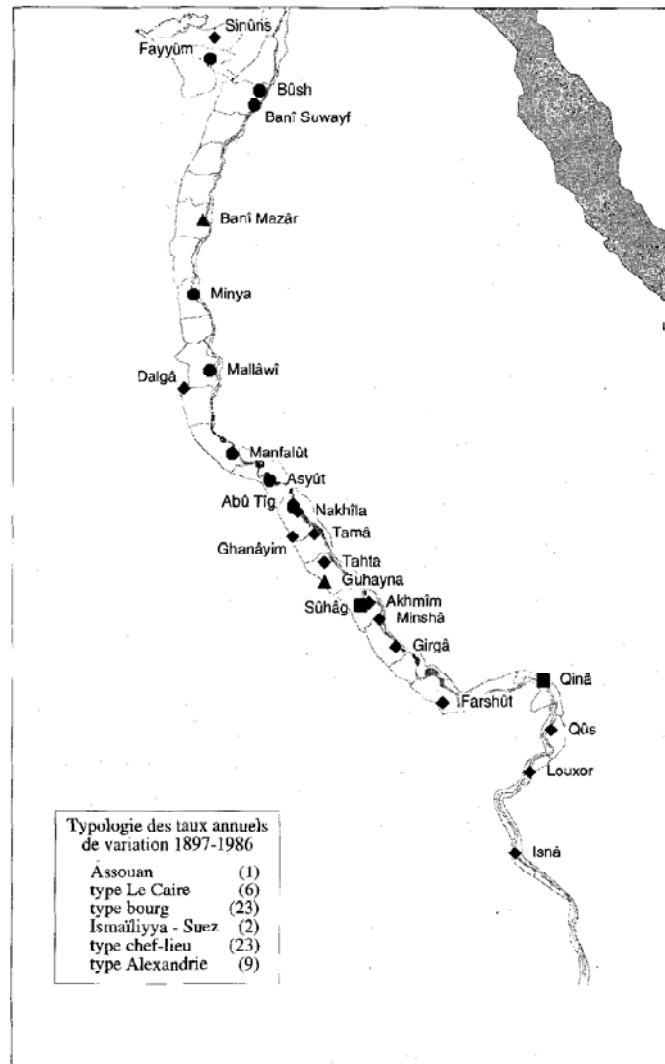


Figure 4

Réalisation : Denis & Alleaume, 1998 ; Sources : 10 recensements : 1897, 1907, 1917, 1927, 1937, 1947, 1960, 1966, 1976 et 1986

A ces exceptions près, ce dernier groupe est totalement complémentaire du précédent, à la fois par la temporalité et par la distribution spatiale. Les agglomérations qui le composent se développent plus tardivement : elles appartiennent à une autre génération de villes ; elles densifient le maillage créé par les chefs-lieux et les anciennes capitales (dans le delta) et complètent vers le sud l'essor démographique des agglomérations urbaines de la Haute-Egypte (dans la vallée), jusqu'alors circonscrit à la Moyenne-Egypte. Ce groupe est caractéristique de l'urbanisation de cette fin de siècle, qui se nourrit de l'émergence d'un réseau dense de petites villes.

On le voit à cette typologie, les villes d'Egypte ont connu, durant le XX^e siècle, une croissance fortement contrastée dans le temps et dans l'espace. Or cette croissance s'est construite sur une base relativement homogène : de 1907 à 1917, tous les groupes ont des croissances globales analogues, comprises entre 1 et 1,6% par an. Il est clair que toutes les agglomérations n'ont pas eu le même destin. La variabilité des taux et des rythmes de la croissance urbaine interdit visiblement de penser l'urbanisation au seul niveau national comme de lui assigner un principe de causalité unique. L'homogénéité relative en début de période ne doit pas non plus abuser sur l'uniformité réelle du territoire, que l'on ne peut déduire de la seule mesure des taux de croissance. Les moments et les lieux de la différenciation sont plutôt à chercher dans des formes d'insertion régionale inégale, et donc dans les relations entre les villes et leurs arrière-pays.

Une mosaïque de pays

Sous ces deux aspects, le recensement de 1917 fournit un bon point d'observation. Il est en effet le premier à fournir une définition statistique systématique de l'opposition entre villes et campagnes. Elle apparaît dans le tableau de l'activité professionnelle qui complète la publication, antérieure, des chiffres de la population communale⁹. Ce tableau oppose, pour chaque district, une ou plusieurs "villes" à la somme des

villages qui en relèvent. L'agrégation des données portant sur l'Egypte rurale est vraisemblablement imposée par l'adoption de la nomenclature de la Société internationale de statistique, trop lourde pour permettre le traitement au niveau communal des données relatives à l'occupation¹⁰. Cette version de la nomenclature Bertillon, adaptée aux spécificités égyptiennes par un statisticien anglais, distribue en effet la population susceptible d'être "occupée", soit les plus de cinq ans", selon 326 catégories pouvant elles-mêmes regrouper plusieurs professions ou occupations.

La présentation ainsi adoptée fait en tout cas, de la distribution de l'activité économique, le fondement de l'opposition entre villes et campagnes, la ville étant seule passible d'un inventaire détaillé des occupations. La priorité donnée à la mesure de la force de travail s'inscrit dans le débat, encore tout récent, sur l'industrialisation de l'Egypte. Née durant la guerre, qui avait rendu urgent le développement d'industries de substitution aux importations, cette réflexion nouvelle suscite la publication, en 1917, du premier rapport sur l'industrie, et conduit à la création, quelques années plus tard, de la commission du Commerce et de l'industrie, ancêtre d'un futur ministère. Elle coïncide aussi avec l'apogée du "mouvement municipal", formalisé par la réforme de l'administration locale (1908) qui, pour la première fois, reconnaît aux villes une autonomie de gestion, enfin émancipée du contrôle de l'administration provinciale¹². La conjonction de ces deux centres d'intérêt, pour l'industrie et pour les villes, suggère un déplacement de la pensée économique, soucieuse désormais de la "mise au travail" de la population urbaine, après s'être, durant tout le siècle précédent, portée principalement sur la population rurale. Quelles qu'aient été leurs intentions, les éditeurs du recensement nous livrent, en tout cas, un bilan socioéconomique du paysage urbain, au moment où s'amorcent, dans un contexte de croissance générale accélérée, les processus de différenciation des localités urbaines.

Un panorama de l’Egypte urbaine

Au niveau strictement administratif, le critère de distinction entre la "ville" et le village est d'ordre fiscal : sont considérées comme villes les localités dans lesquelles est perçu un impôt sur la propriété bâtie¹³. Les 75 villes ainsi définies comptent entre 7 500 et 80 000 habitants, si l'on excepte les deux métropoles, Le Caire (790 000 habitants) et Alexandrie (440 000 habitants), qui dominent la hiérarchie urbaine, à la fois par la taille et par la croissance : en 1917, elles regroupent à elles seules 45% de la population urbaine totale¹⁴. La sélection est exhaustive pour les unités de plus de 20 000 habitants : à ce niveau, il ne manque en effet que trois localités, Al-Nazla, Kûm Umbû (Assouan) et Kafr Salîm. Toutes trois sont situées dans des zones de sédentarisation des nomades (Al-Nazla au Fayyûm) ou de bonifications agricoles (Kûm Umbû, créée par une société foncière, et Kafr Salîm dans la banlieue d'Alexandrie) et n'atteignent des effectifs de population élevés que parce que leur territoire communal est immense : la population agglomérée n'y représente guère, en réalité, que le cinquième de la population totale¹⁵. Dans la fourchette des 15 000-20 000 habitants, elle exclut 7 localités (Al-Gharaq al-Sultânî, Al-Dahâsa, Biyâla, Al-Bayâddiyya, Al-'Abbâsiyya, Al-'Agamiyyîn et Abû Qiirqâs) et 24 dans celle des 10 000-15 000 habitants. Enfin, entre 7 500 et 10 000 habitants, elle ne retient que 4 unités sur 13816. Au total, l'ensemble représente 49% des unités de plus de 7 500 habitants – 58% dans le delta et 31% dans la vallée. Si la définition n'est pas fondée sur un seuil démographique fixe, on observe néanmoins que les unités reconnues comme villes recouvrent avec peu de lacunes les agglomérations de plus de 10 000 habitants. On note seulement l'absence de quelques villes anciennes de Haute-Egypte, comme Idfû, Qift, Maghâgha ou Banî Mazâr, ou des localités dont le développement a été impulsé par la présence d'une grande usine (une raffinerie de sucre) comme Abû Qurqâs ou Bibâ, en Moyenne-Egypte. Par le statut municipal, la sélection proposée par le tableau de 1917 est également bien représentative. Toutes les villes secondaires ayant une municipalité ou un conseil local y figurent, à l'exception de Kafr al-Shaykh (municipalité) et de Talkha, Shirbîn, Bibâ et Idfû (conseil local). En revanche, elle traite comme des villes 28 agglomérations qui n'ont aucune institution de gestion locale : on y lève bien un impôt immobilier mais il n'y a pas d'autonomie d'usage des taxes ainsi acquises. Ces dernières sont toutes des agglomérations de moins de 20 000 habitants.

Si la distinction établie par l'impôt entre la ville et le village ne laisse échapper aucune cité de quelque importance, elle a au contraire pour effet de faire entrer dans le paysage urbain des bourgades très rurales. Vingt des villes retenues par le tableau des occupations comptent plus de 30% d'actifs di1 secteur primaire.

En certains endroits, comme à Qurayn (dans l'est du delta) ou Sanhûr (au Fayyûm), les agriculteurs peuvent représenter plus de 40 % de la population des plus de cinq ans. Pour autant, on ne peut dénier le statut de ville à ces bourgs, qui ont parfois des fonctions administratives et disposent par ailleurs de quelques industries ou artisanats, notamment textiles. L’Egypte du début de ce siècle offrait de multiples exemples de ces "villes de citadins des champs" chères à Weber¹⁶.

Corollairement, à l'autre extrémité de la hiérarchie urbaine, Le Caire et Alexandrie captent une large part de l'activité non agricole. Dans certains secteurs, leur capacité de polarisation est hors de proportion avec leur part dans la population active (voir tableau 1). Alors qu'elles ne représentent, à l'échelle de l'ensemble du territoire, que 6% et 4% des personnes occupées, elles regroupent 89% des professionnels du livre et de la presse, 70% des métiers de la finance, 66% des activités d'import-export, etc. La concentration qu'elles opèrent dans les secteurs d'activité les plus spécifiquement urbains dépasse même leur domination démographique et laisse peu de place à l'émergence de qualifications rares dans les villes de province¹⁷.

Tableau 1 :

Le poids des métropoles. Distribution de l’activité par branche au Caire et à Alexandrie en 1917

BRANCHES D’ACTIVITÉ	EFFECTIF (x 1 000)	LE CAIRE (%)	ALEXANDRIE (%)	LES DEUX VILLES (%)
population totale > 5 ans	10 723	6	4	10
<i>industries</i>				
métiers du livre et presse	4,0	63	26	89
chimie	0,9	25	39	64
cuir	2,4	30	20	50
métallurgie	28,0	24	13	37
<i>commerces et services</i>				
banque et assurances	5,1	34	36	70
import-export	6,1	33	33	66
produits de luxe	4,3	47	16	63
immobilier	0,9	30	24	54
hôtellerie, restauration	26,8	31	21	52
armée	5,7	41	7	48
justice	9,9	31	12	43
professions médicales	12,8	26	12	38

Réalisation : Denis & Alleaume, 1998 ; Source : recensement de 1917

Ce sont donc des activités plus banales qui peuvent se distribuer entre les villes secondaires. Le tableau opposant les villes à l'ensemble des villages de leur district permet alors de saisir leur plus ou moins grande aptitude à polariser les ressources de leurs arrière-pays, dans les limites étroites que leur assignent à la fois l'hypertrophie des capitales et l'inertie d'un énorme socle agricole qui occupe plus de quatre millions de personnes¹⁹.

Une géographie qui s’estompe : la proto-industrie textile

Avec 70 000 actifs, le textile est la première industrie manufacturière. C'est aussi l'une des plus dispersées : 70 des 90 districts de l’Egypte comptent au moins 100 actifs dans cette branche.

Dans ce paysage diffus n'émerge aucune polarité très marquée, pas même au profit des deux premiers centres, Le Caire et Mahalla (qui comptent chacun moins de 4% de l'ensemble des actifs du secteur). C'est surtout l'une des plus campagnardes : 60% des actifs du textile vivent dans des zones rurales, autrement dit en dehors des 75 villes. Cette industrie textile rurale occupe en outre une place de tête dans la hiérarchie de la branche : sur les 30 premiers centres textiles d’Egypte, 7 seulement sont des villes. Elle est, enfin, relativement diversifiée et sa géographie marquée par des spécialisations régionales²⁰.

Regroupant 10% des actifs de la branche, le Fayyûm, dans son ensemble, apparaît ainsi comme l'une des grandes régions textiles d’Egypte. Par le nombre d'actifs, les villages du district de Sinûris se placent juste derrière les deux grands centres du Caire et de Mahalla. Et, avec ses deux villes, le chef-lieu et Sanhûr, le district de Sinûris, toutes localités confondues, vient au premier rang de la branche. Un autre district du Fayyûm (Itsâ), ne comptant aucune ville, se distingue par une spécialisation dans la laine. La vitalité de cet artisanat rural ne lui permet pas pour autant de donner naissance à une industrie urbaine : la capitale de

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliya éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

la province, Madînat al-Fayyûm, reste, elle, à l’écart de cette activité. Cela tient, pour une part, à la nature de la production, qui traite des fibres végétales (jonc, coco et jute) et fournit des objets répondant surtout aux besoins de l’agriculture (nattes, cordes, paniers, sacs de jute).

Dans le district du Fayyûm, cette hypothèse est encore renforcée par une importante spécialité de confection de paniers (55% du total des actifs de la branche). Mais cela peut tenir aussi à des structures de production disséminées, dont d’autres régions donnent de nombreux exemples.

C’est le cas, notamment, des villes lainières de la Haute- Egypte²¹. A Qûs, Louxor, Sûhâg, Manfalût, pour nous en tenir aux districts comptant plus de 1 000 actifs dans le secteur, les centres urbains sont relayés par les villages. La distribution de l’activité entre villes et campagnes va parfois à l’encontre des idées reçues. Manfalût, par exemple, a, de longue date, la réputation d’être une ville lainière. C’est son arrière-pays qui l’est en réalité : les quelque cinquante villages qui l’entourent comptent dix fois plus d’ouvriers de la laine que la cité. Dans certains cas, le chef-lieu est éclipsé par de grosses bourgades rurales, qui concentrent l’industrie lainière parce qu’elles sont au cœur d’une zone d’élevage. C’est le cas de Ghanâyim et Nakhîla, dans la région d’Abû Tîg, ou de Guhayna, dans celle de Tahtâ, qui regroupent pour cette branche respectivement 40% et 30% des actifs de leur district. La même configuration se retrouve dans les districts de Qûs ou de Luxor, également réputés pour leur industrie lainière, dont la main-d’œuvre est rurale à plus de 80%, et, à un degré moindre, dans la région d’Asyût. Le district d’Abû Qurqâs, qui ne compte aucune ville, comporte également un secteur textile important. Selon un schéma caractéristique de la proto-industrie rurale, la ville, en revanche, est parfois le siège d’activités de fin de chaîne : dans le district de Tahtâ, la production du lacet et du galon se fait dans les villages, mais la passementerie est concentrée au chef-lieu²². L’importance de cette industrie rurale atteste la vitalité d’une économie de subsistance qui réussit à se maintenir, jusqu’au début de notre siècle, dans des régions où dominent des structures agraires plus rigides et une agriculture plus traditionnelle²³.

A l’opposé de la laine, très liée aux pays d’élevage, l’industrie de la soie est à la fois concentrée et plutôt urbaine. Spécialité en pleine récession²⁴, elle n’existe, de façon significative, qu’à Damiette (où elle représente 85% du textile) et, à quelques kilomètres de là, à Manzala ou dans les villages du district de

Fariskûr qui constituent l’arrière-pays immédiat du grand port méditerranéen. La région, qui occupe près de la moitié des actifs de la soie (le reste étant au Caire), est l’héritière d’une très ancienne tradition : elle fut longtemps réputée dans tout le monde musulman pour ses brocards et ses soieries. Mais cette tradition a été perdue et recréée dans des conditions de production entièrement recomposées. En 1917, la sériciculture locale est définitivement ruinée et tous les soyeux travaillent de la soie importée de Chine ou de Syrie. Cela explique sans doute que cette spécialité soit, partout, exclusivement urbaine, même dans les centres textiles où elle forme une activité secondaire, comme Mahalla, Asyût ou Akhmîm, où l’on travaillait le fil de soie mêlé à d’autres fibres (laine ou coton), ou encore à Idkû et Rosette, qui bénéficiaient en outre de la proximité d’Alexandrie.

Dans le delta central, en revanche, l’industrie textile semble jouer beaucoup mieux de la complémentarité entre la ville et la campagne. Ainsi en est-il de la ville de Qalyûb, vieux centre d’artisanat textile, encore très actif (le textile emploie plus de 10% des plus de cinq ans), et qui, uni aux villages de son district, forme un pôle d’activité aussi important que Mahalla al-Kubrâ. Mais c’est aussi le cas de l’industrie de la natte d’alfa et des autres fibres végétales, qui forme l’une des grandes spécialités du cœur du delta, autour de Shibîn et de Minûf. Elle est, ici, organisée sur un mode radicalement opposé à celui qui prévalait au Fayyûm, peut-être parce qu’elle ne peut s’appuyer sur une production locale des matières premières.

Comme le relevait déjà ‘Alî pacha Mubâarak vers 1880²⁵, les artisans de Minûf ou de Shibîn importent, en effet, la totalité de leurs fibres et souvent de fort loin. Maghâra, dans la province d’Asyût, Zaqaîziq en Sharqiyya, la Daqahliyya, les Oasis, Rosette, Damiette, le Wâdî Natrûn leur fournissent des joncs qui

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliya éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

servent à produire des spécialités désignées par l'origine des matériaux utilisés. Un produit aussi simple en apparence peut donc susciter la formation d'un vaste réseau commercial, associant directement petites villes et villages, sans la moindre médiation, pas même celle d'une capitale provinciale.

D'une manière plus générale, l'une des caractéristiques de l'industrie textile ancienne est sa distribution en un assez grand nombre de petites localités souvent très proches les unes des autres et formant parfois des couples, comme Batânûn et Sirs al-Layyân en Minûfiyya, Qurayn et Bilbays en Sharqiyya, Matariyya et Manzala en Daqahliyya. Elles sont réputées pour des spécialités parfois anciennes (le lin à Batânûn, les ceintures de laine à Kirdâsa, etc.), qui occupent encore une part importante de la population de plus de cinq ans (de 6% à 10%). En 1917, l'industrie textile n'a pas encore été recomposée par les grands investissements de l'entre-deux-guerres et garde un caractère artisanal et peu capitalisé. Dans ce paysage ancien, l'opposition est marquée entre le delta central, où l'activité associe davantage villes et campagnes, et la Haute-Egypte, où elle reste nettement villageoise, à l'exception notoire d'Akhmîm, seul point, d'ailleurs, où se maintiendra, jusqu'à nos jours, une industrie textile dynamique. La plus grande intégration dont témoignent les systèmes territoriaux du delta central explique peut-être, pour une part, sa plus grande prospérité et son développement plus continu.

S'il permet de voir encore les vestiges d'une proto-industrie sur le déclin, réduite aux centres de production ruraux et coupée de la commande marchande urbaine, le recensement de 1917 laisse aussi deviner l'émergence de la grande industrie cotonnière. A l'opposé des industries du tissage, en effet, l'égrenage et la filature du coton sont extrêmement concentrés : Alexandrie, Kafr al-Zayyât et Mahalla forment les trois principaux centres d'égrenage, tandis que la filature se concentre pour plus de 20% à Mahalla. Mécanisées dès 1880, ces deux filières, auxquelles pourrait s'ajouter la teinturerie, ont su attirer précocement le capital européen, venu s'investir dans des sociétés en nom collectif ou des sociétés anonymes par actions.

Jouant de formes plus avancées de capitalisation et de gestion de la force de travail, les pôles appelés à devenir les grands centres textiles de l'Egypte contemporaine se profilent déjà à l'aube du siècle.

La mosaïque que l'on vient d'évoquer ne suffit pas à expliquer les destins si divers des villes de province : elle ne résume pas la géographie régionale de l'Egypte qui est aussi produite, à une autre échelle, par les politiques d'aménagement du territoire.

L'intervention de la puissance publique dans la gestion du territoire joue d'une dialectique entre la dissémination et la polarisation des activités : elle génère l'apparition de nouvelles spécialisations régionales mais elle renforce aussi des hiérarchies préexistantes, rendant ainsi plus complexe la carte de l'Egypte urbaine.

Pays neufs et villes-usines

Depuis le milieu du XIX^e siècle, l'Etat a encouragé, par l'aménagement hydraulique et les dévolutions foncières, la conquête ou la reconquête des marges du pays. Ces zones de bonification ont ni se multiplier les grands domaines, appelés à devenir les meilleurs instruments de la capitalisation et de l'industrialisation de la production agricole. Entre autres conséquences, cette politique a favorisé la formation de nouveaux centres de peuplement et la promotion de bourgs ou de villages jusqu'alors délaissés. C'est cette géographie nouvelle que fait apparaître l'analyse de la distribution sur le territoire des rentiers vivant principalement des loyers de la terre. La politique domaniale, au moins dans un premier temps, contribue à fixer dans les zones rurales les propriétaires fonciers. Deux ensembles se distinguent à la fois par le nombre des rentiers vivant du loyer de leurs terres et par leur dissémination dans les villages.

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliya éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

Le premier rassemble le delta extérieur, en particulier les provinces situées à l'est de la branche de Damiette, et la frange littorale du delta central. Les zones de plus forte concentration²⁶ se situent à l'est, autour de Zaqâzîq et de Qurayn, et au nord, vers Fuwwa et Disûq. L'archétype des agglomérations nouvelles créées ou développées dans ces zones de bonification peut être fourni par la ville de Bilqâs, au nord-ouest de Mansûra. Placée au cœur d'un immense territoire communal (350 km²) entièrement dévolu à la culture du coton, cette bourgade ne compte que 19 000 habitants agglomérés pour une population communale de 31 000 : plus de 60 % de ses habitants vivent dans les exploitations agricoles qui entourent la cité et l'agriculture reste, de très loin, le premier secteur d'emploi.

Mais, en marge du tertre sur lequel était installé le village originel, se développe, le long des grands axes routiers, un urbanisme plus citadin. Dans cette partie basse subsistaient encore, il y a quelques années, des "palais" construits par ces cultivateurs enrichis, qui étalaient sur leurs façades les cornes d'abondance, guirlandes et statues de plâtre d'une architecture à l'italienne tenue pour le signe de la réussite bourgeoise.

La Moyenne-Egypte, de Minyâ à Asyût, offre, d'un autre côté, des exemples similaires. C'est ici le percement d'un grand canal, vers 1870, qui a permis la conversion à l'irrigation pérenne d'un vaste périmètre bientôt voué, sur le modèle des domaines khédiviaux, à la culture du coton et de la canne à sucre. Au contraire, le delta central (notamment la Minûfiyya) et la Haute-Egypte au sud d'Asyût restent à l'écart de ce mouvement de concentration de la richesse foncière.

Cette distribution contredit la théorie du drainage, au profit des villes, de la richesse produite par les campagnes, que l'on dit caractéristique des structures agraires orientales et qui aurait déterminé les rapports entre villes et campagnes à l'époque ottomane. Au Caire comme à Alexandrie, les propriétaires

vivant de la rente foncière sont particulièrement peu nombreux et leur part dans la population inférieure à la moyenne. Les villes de province n'attirent pas davantage les heureux bénéficiaires de la révolution agricole²⁷. Seules se distinguent les villes marchandes du Sa'id, qui sont aussi les capitales lainières : Manfalût, Asyût et Abû 'Tig. Mais c'est peut-être là un trait ancien : l'économie rentière de ces cités ne se maintiendra qu'aussi longtemps que survivront l'agriculture céréalière et l'industrie rurale dont s'alimente leur commerce. Les zones de plus forte croissance économique fonctionnent, elles, sur un schéma radicalement différent.

La politique industrielle a également, au XIX^e siècle tout au moins, contribué à créer des agglomérations nouvelles. C'est notamment le cas des villes sucrières dont le modèle est donné par Armant, véritable ville-usine où l'industrie sucrière emploie environ 14% des actifs de la ville. A l'aube de ce siècle, toutefois, Armant fait encore figure d'exception. Dans un premier temps, sous le règne d'Ismâ'îl (1863-1879), la mise en place de l'industrie sucrière s'est faite sur un modèle très dispersé, dans des villages situés à proximité des plantations.

Ce n'est qu'avec le rachat des sucreries khédiviales par les investisseurs européens, au moment de la liquidation de la dette publique, que s'amorce la concentration du dispositif manufacturier. L'image que donne la ventilation statistique de 1917 est encore celle d'une industrie très directement liée à la production agricole : à l'exception d'Armant, elle place toute l'activité sucrière dans des zones "rurales", essentiellement les districts de Farshût, Abû Qurqâs et Guiza, qui doivent être compris, en réalité, comme renvoyant aux usines de Nag Hammâdî,

Fikriyya et Hawâm-diyya. Toutes ces agglomérations ont, depuis, donné naissance à de véritables villes, construites autour de la sucrerie selon un schéma dont Armant a été le prototype.

L'ancienne géographie des premières manufactures est également bien perceptible dans le district de Banî Mazâr, qui comprend les plus vieilles raffineries d'Egypte, et se place immédiatement derrière ces régions émergentes.

Alleaume, Denis, 1998, « L'Égypte à l'aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliâ éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

Les plus grandes réussites dans ce domaine sont, bien évidemment, situées dans les zones où l'investissement public a été le plus lourd. C'est notamment le cas du canal de Suez et du Wâdî Tumulât, où des villes nouvelles créées ex nihilo dans la seconde moitié du siècle dernier comptent aujourd'hui parmi les premières agglomérations du pays (Port-Saïd, Ismaïliyya, Zaqâzîq) et font figure, à tous égards, de grandes métropoles régionales. Car toutes les villes neuves n'ont pas le même degré de citadinité : un abîme sépare Armant de Zaqâzîq, qui ne tient pas qu'à la taille. Hawâm-diyya, qui compte aujourd'hui

100 000 habitants, est restée une ville-usine. Nag Hammâdî, avec l'implantation dans les années soixante d'une usine d'aluminium, a renforcé son caractère ouvrier, sans pour autant réussir à capter de nouvelles compétences urbaines. Au contraire, Zaqâzîq, née vers 1860 d'un campement d'ouvriers

sur le chantier du canal d'eau douce du Caire à Ismaïliyya, devenue depuis capitale de sa province, a pu développer concurremment des industries et des activités de services (c'est une ville universitaire), tout en restant l'une des têtes de pont de la dernière génération des bonifications agricoles (terres conquises sur le désert, dans la région de Sâlihiyya, à l'ouest du canal de Suez). La capacité de se doter de compétences rares et, plus encore, la pluriactivité restent parmi les fondements de la citadinité.

L'affirmation des cités

Le relevé des activités spécifiquement urbaines, celles par lesquelles les villes se distinguent de leur arrière-pays, donne deux types d'indicateurs : des activités rares liées aux fonctions de gestion et d'encadrement (administration publique, éducation, santé, justice, banque, etc.) ; et des services de proximité liés à des formes de la sociabilité urbaine (épiciers, boulangers, quincailliers, cafetiers). Selon ces indicateurs, pondérés des rapports de population (d'où les chiffres donnés ici), les localités "urbaines" de la classification statistique se distribuent en deux groupes opposant de véritables "cités" à de simples "bourgs" (voir tableau 2).

Évaluée par la densité de ses fonctionnaires³⁰, la présence de l'administration est particulièrement discriminante (de 0,5% à 17,5% des actifs) mais sa distribution épouse rigoureusement la hiérarchie du découpage administratif : elle décroît régulièrement des chefs-lieux de gouvernorat aux chefs-lieux de district et aux simples communes. Elle signale simplement l'inégale importance de l'intervention administrative dans la gestion territoriale. Elle explique que, dans le groupe des "cités", figurent des agglomérations bien dotées en services de proximité, mais démunies d'équipements de gestion ou de services collectifs : anciennes capitales régionales, Minûf, Bilbays, Mahalla ont bien les attributs de la citadinité, mais elles ont été dépossédées de leurs fonctions administratives dans le courant du XI^e siècle, au profit de villes considérées comme plus centrales (Shibîn, Zaqâzîq, Tantâ). Damiette, qui est alors au plus bas de son évolution démographique et économique, est un autre exemple de cette forme de déclasserment.

La distribution des enseignants du secteur privé, seul bon indicateur pour l'époque de l'équipement scolaire", est en partie corrélée à la densité de l'encadrement administratif. Les professeurs sont pratiquement absents des "bourgs", tandis que, parmi les "cités", Tantâ, Mansûra et Asyût en comptent proportionnellement plus que Le Caire ou Alexandrie. À l'exception de Damanhûr, Damiette et Fayyûm, toutes les autres capitales provinciales sont à peu près au niveau du Caire : les hiérarchies territoriales sont, ici encore, bien perceptibles. En revanche, des villes jadis importantes comme Minûf ou Bilbays, Qûs ou Isnâ, ont du mal à se distinguer de gros villages comme Nakhîla ou Milîg.

Cet enseignement privé comprend le réseau des écoles coraniques ou paroissiales", financées par des fondations pieuses. En dépit de ses affinités avec les institutions religieuses, sa géographie est dissociée de celle de l'encadrement spirituel". Ne fait exception que le sommet du delta, notamment les régions de

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliya éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

Tantâ et Shibîn, où coexistent un encadrement religieux très supérieur à la moyenne et un réseau scolaire dense. Les localités où apparaît cette corrélation se distribuent sur les deux arcs que forment, le long des branches du Nil, les pèlerinages de Tantâ à Damanhûr et de Tantâ à Samanûd. On a peut-être là les traces d'une ancienne géographie pieuse, celle des zaouïas³⁴ et des pèlerinages. Mais elle s'efface. Vers 1880, à Zâwiyat al-Baqlî, petite ville de la Minûfiyya, la moitié des hommes de la commune étaient employés dans les carrières de l'instruction (écoles modernes ou système

azharien)³⁵. En 1917, on y compte à peine deux fois moins d'analphabètes que dans l'ensemble du district : l'écart se réduit entre la ville et ses villages. En Haute-Egypte, au contraire, les centres d'enseignement sont exclusivement urbains et limités aux capitales provinciales. Ne font exception que Tahtâ, dans une région qui fut également réputée pour ses zaouïas, et Louxor, où se fait déjà sentir l'impact des écoles des missions et du patriarcat. Partout ailleurs, dans ces provinces du Sud, le réseau scolaire ne se maintient que par la mise en place d'une politique publique de l'école. Cette disparité prépare la géographie contemporaine de l'instruction, marquée par une forte opposition entre villes et campagnes, d'une part, Basse et Haute-Egypte, d'autre part.

Tableau 2 : Services de proximité et fonctions rares : les bourgs et les cités en 1917

	population	villes	épiciers	boulangers	cafetiers	quincailliers	enseignants privés	banquiers	médecins	
	pour 1 000		pour 1 000	"	"	"	"	"	"	
B o u r g s	26,0	Billqâs	3,7	0,4	1,0	0,2	1,0	0,5	0,8	
	10,8	Qurayn	0,9	0,0	0,6	0,5	0,3	0,1	0,2	
	9,7	Milîg	2,8	0,7	1,9	1,7	1,3	0,0	0,3	
	14,4	Sirs al-Layyân	2,8	0,1	0,6	0,6	0,6	0,1	0,3	
	11,3	Awsim	2,0	0,3	0,3	0,0	0,4	0,0	0,8	
	15,2	Sanhûr	1,6	0,1	0,1	0,2	0,4	0,0	0,3	
	12,9	Dalgâ	1,4	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,2	
	11,6	Nakhîla	0,5	0,0	0,9	0,4	1,2	0,0	0,3	
	13,1	Ghanâyim	1,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,4	
	14,5	Guhayna	1,2	0,1	0,1	0,0	0,5	0,0	0,1	
	21,9	Akhmîm	3,0	0,0	0,8	0,5	0,9	0,1	0,4	
	12,8	Qûs	3,0	0,0	0,0	3,1	1,2	0,9	0,4	
	15,2	Isnâ	2,0	0,9	3,2	2,2	0,8	0,3	1,2	
	C i t é s	26,2	Damiette	5,9	6,1	4,7	1,4	1,9	0,0	1,9
		15,7	Disûq	5,2	2,0	3,2	1,5	2,4	0,4	1,3
11,7		Kafr al-Zayyât	6,9	2,2	7,3	1,8	2,1	1,5	2,7	
32,3		Mahalla	4,9	3,3	4,7	1,8	2,1	0,6	1,4	
42,6		Mansûra	7,8	5,1	8,1	3,2	4,4	2,0	4,2	
15,0		Mît Chamr	8,5	2,7	6,3	3,6	2,3	0,5	2,5	
36,1		Zaqâzîq	5,8	4,4	7,6	2,4	2,7	1,7	4,3	
13,0		Bilbays	6,8	2,5	3,8	1,9	1,0	0,2	1,6	
20,9		Minûf	7,1	1,4	2,8	3,4	1,7	0,3	2,4	
27,4		Bani Suwayf	4,7	3,9	3,9	1,3	3,0	2,0	2,9	
30,1		Minyâ	5,6	4,9	3,9	1,8	2,7	1,9	3,4	
21,0		Mallawi	4,6	0,8	1,4	2,2	1,4	0,5	1,0	
44,2		Asyût	4,3	1,2	3,4	1,7	3,8	0,9	3,1	
19,9		Qinâ	5,1	0,6	2,3	2,9	2,9	0,9	2,0	
64,9		Tantâ	6,5	4,2	7,7	4,1	4,0	0,9	4,4	
61,5	Port-Saïd	5,3	10,6	11,3	2,1	2,4	2,9	2,8		
384,8	Alexandrie	4,0	7,3	9,4	2,4	3,5	4,8	4,0		
692,2	Le Caire	5,7	6,4	7,4	1,8	3,0	2,6	4,7		
2 387,5	Egypte urbaine	5,4	1,1	5,8	1,9	2,5	1,9	3,1		
8 361,5	Egypte rurale	1,9	0,2	0,3	0,4	0,6	0,1	0,6		

Réalisation : Denis & Alleaume, 1998 ; Source : recensement de 1917

Relevant de l'exercice libéral et largement indépendant de l'intervention publique, les deux secteurs de la santé et de la banque fournissent des indicateurs particulièrement discriminants.

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliâ éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

Les professions médicales sont encore très peu nombreuses, et peut être moins bien distribuées sur le territoire en raison de l’extrême centralisation de la formation³⁶. Elles ont la même géographie et la même densité que les enseignants du privé : elles sont pratiquement absentes des bourgs ; et les grandes villes, Tantâ, Zağâzîq et Mansûra, ont une couverture sanitaire du niveau du Caire. Les professionnels de la banque sont également très peu nombreux. En 1917, le secteur bancaire est encore embryonnaire : à l’exception de l’Institut national d’émission, toutes les banques (pour la plupart des établissements de crédit hypothécaire) travaillant en Egypte sont étrangère³⁷. Pour cette raison, il est un indicateur exclusif de la grande ville, parfois suggestif d’activités économiques spécifiques ; Mansûra et Kafr al-Zayyât sont des bourses cotonnières et l’activité bancaire y est probablement plutôt tournée vers les avances aux frais de culture ; à Banî Suwayf et Minyâ, elle semble davantage prendre la forme de banques d’épargne³⁸. Les bourgs ne sont pas seulement des agglomérations privées des fonctions rares de la citoyenneté, ils sont aussi mal équipés en services de proximité, y compris ceux que l’on aurait pu croire très bien partagés : l’épicier, le boulanger, le cafetier ou le quincaillier s’y font rares, en dépit de l’importance numérique de ces professions, sans commune mesure avec les précédentes. Toutes les cités provinciales se trouvent au niveau, voire nettement au-dessus des capitales par la densité d’épicerie, alors que les bourgs ne sont pas mieux desservis que les villages. Le contraste est encore plus saisissant pour les boulangers, les cafetiers et les quincailliers. Dans des villes aussi importantes que Qûs ou Akhmîm, on fait encore le pain à la maison comme à Sanhûr ou Milîg. De la même manière, on achète ses casseroles au colporteur plutôt qu’au quincaillier.

Et pour aller jouer aux dominos dans un café, il faut prendre le train jusqu’à la grande ville voisine. Dans l’immense majorité des petites villes de province, comme à Dalgâ, Sirs al-Layyân ou Chanâyim, tous ces services qui font le quotidien de la vie citadine sont totalement absents. L’opposition entre les bourgs et les cités se fait aussi sur la part de l’autoconsommation et de l’économie de subsistance, sur la fréquence des "contacts avec la marchandise" et les modes de circulation des produits³⁹.

Sur ces points, l’entre-deux-fleuves, au sud du delta, est nettement favorisé par la finesse du maillage des voies de communication (canaux, routes et chemins de fer) et la densité du réseau des agglomérations. Dans la vallée, seule la partie méridionale de la Moyenne-Egypte (de Minyâ à Asyût) présente, à un moindre degré, une configuration similaire.

Pris ensemble, ces indicateurs finissent par distinguer nettement, de la grande masse des bourgs, celles des cités provinciales qui réussissent à associer à un tissu diversifié d’industries une certaine plurifonctionnalité. Qu’elles le doivent aux politiques économiques (villes cotonnières du nord du delta) ou à l’ancienneté de leur insertion régionale (delta central ou sud de la Moyenne-Egypte), cette conjonction les rend plus attractives et leur assure un développement plus précoce ou plus continu. Elle induit aussi des transformations morphologiques : avec l’affirmation des fonctions de commandement ou d’encadrement, des places centrales apparaissent, regroupant tribunaux et banques ; avec le développement des services de proximité, boutiques et ateliers se multiplient le long de voies élargies.

Partout, cependant, "la superposition imparfaite des trames géographiques (...) et l’inégale coïncidence des temps du changement"⁴⁰ conservent au territoire ses irrégularités. Même dans les périodes où il a été le plus résolument centralisateur, l’aménagement du territoire n’a jamais totalement remplacé les réseaux anciens par un système de hiérarchie continue, capable d’emmener l’ensemble vers une forme d’intégration territoriale. Il a contribué par là même à figer ou laisser subsister cette géographie de traces que l’on s’est efforcé ici de retrouver.

L’histoire des villes d’Egypte au début du XX^e siècle s’explique moins par l’opposition binaire entre local et national que par la rencontre de deux temporalités : le cycle long des spécialisations régionales (la laine dans le Sa’id) et le cycle court des industries nouvelles (sucre et coton). Ces temporalités divergentes imposent aussi des échelles spatiales différentes : l’émergence des économies cotonnière et sucrière construit une géographie régionale à maille plus large que celle de l’ancienne mosaïque des pays.

Alleaume, Denis, 1998, « L'Égypte à l'aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliya éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

La conjonction de ces trames distinctes et de ces temporalités dissociées alimente des dynamiques dont certaines sont peut-être encore à l'œuvre aujourd'hui. Pour autant, les constructions relativement homogènes que l'on peut constater ici ou là sont des constructions éphémères. Jamais on ne peut postuler la mise en place d'une équation stable entre dynamique urbaine et territoire : l'un et l'autre sont en constante recomposition⁴¹.

Notes

1. Elle est passée de 9,7 millions en 1897 à 63 millions en 1996.
2. Sur la définition des niveaux d'urbanisation, voir B. Lepetit, *Les Villes dans La France moderne : 1740-1840*, Albin Michel, Paris, 1988, p. 20-23.
3. Pour la construction de cette typologie statistique, ont été retenues comme villes les agglomérations qui comptaient plus de 10 000 habitants en 1917. Pour raisonner sur des unités spatiales constantes, seule est prise en compte la population agglomérée au chef-lieu, sur la base d'une extrapolation entre les valeurs données pour 1897 et 1927. La typologie a été produite par un calcul matriciel itératif qui tient compte des moyennes et des écarts types des taux de croissance pour chaque période intercensitaire et construit, sur cette base, une classification des profils les plus proches.
4. Il n'existe aucune relation entre le taux de croissance des agglomérations de plus de 10 000 habitants entre 1907 et 1917 et leur taille démographique en 1907, même si l'on exclut de notre groupe de villes les deux métropoles ($r_2 = 0,00003$ et $r_2 = 0,003$, sans Alexandrie et Le Caire). De même, l'indépendance reste très marquée entre 1976 et 1986. La relation demeure tout aussi faible dans le cas où l'on considère un groupe vallée et un groupe delta, tant en début qu'en fin de période. Par ailleurs, le fractionnement en classes de taille n'apporte pas d'améliorations significatives. La variabilité des taux de croissance relève d'autres cadres explicatifs et interroge la notion même de système de villes. Sur ce thème voir B. Lepetit, *op. cit.* ; F. Moriconi-Ebrard, *L'Urbanisation du monde depuis 1950*, Economica- Anthropos, Paris, 1995 ; D. Pumain, *La dynamiques des villes*, Economica-Anthropos, 1982 ; France Guérin-Pace, *Deux siècles de croissance urbaine : la population des villes françaises de 1831 à 1990*, Economica-Anthropos, Paris, 1993.
5. Il n'y a pas de différentiel de l'excédent naturel entre villes et campagnes qui puisse expliquer le phénomène, dû essentiellement à l'évolution des mouvements migratoires. Cf. François Ireton, "La place du Caire, d'Alexandrie et des villes du Canal dans les courants migratoires égyptiens (1907-1986)", *Egypte-Monde arabe*, Le Caire, no 32, 1998. Sur l'évolution des migrations campagnes-villes, voir également R. Mabro, "Industrial Growth, Agricultural Under-Employment and the Lewis Model. The Egyptian Case", *Journal of Development Studies*, no 3, vol. IV, 1967.
6. En 1848, Damiette comptait 47 000 habitants. En 1897, elle n'en a plus que 31 000 et il faut attendre 1947 pour qu'elle retrouve son niveau du siècle précédent.
7. Dont certains centres urbains anciens, comme Qift, Qûs, etc., ou même Louxor, promue par le tourisme au rang de cité, pour la région de Qînâ. Sur l'importance de ces centres provinciaux dans la plaine thébaine, cf. J.-C. Garcin, *Un centre musulman de la Haute-Egypte médzévale : Qûs*, IFAO, Le Caire, 1975. Sûhâg, de même, a longtemps dû affronter la concurrence d'Akhmîm (à laquelle elle est aujourd'hui agglomérée).
8. A comparer aux écarts en fin de période : 2,8 à 3,7 (1976-1986). La moyenne des taux de croissance est encore plus significative : elle passe de 1,2 % par an en 1897-1907 à 3,2 en 1976-1986.
9. Le recensement de 1917, extrêmement moderne dans sa mise en œuvre il utilisait les machines à traitement de cartes perforées Hollerith -, donne encore, par district, une distribution détaillée des populations selon la nationalité et la religion de même qu'une statistique des infirmités ; à l'échelle des localités et des quartiers pour les grandes villes, la surface des unités administratives, le nombre de logements et la distribution des habitants selon le sexe, la religion, le statut matrimonial, le nombre d'analphabètes, d'aveugles et de borgnes.
10. Le recensement de 1897 donne une nomenclature des professions pour les chefs-lieux de région et de district, mais elle ne peut être rapportée qu'à la distribution des actifs par province. La distribution par district n'existe pas. La classification des métiers

Alleaume, Denis, 1998, « L'Égypte à l'aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhli éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

définie par le Français Boinet Bey repose sur une liste alphabétique des métiers locaux appréhendés empiriquement. Elle distribue la population active selon 96 professions pour les hommes et 38 pour les femmes. Dans le recensement de 1907, conduit par Lowis (de l'Indian Civil Service), les professions ne sont plus données que par district, avec une nomenclature réduite inspirée de la nomenclature Bertillon. Celui de 1917 adopte en revanche les recommandations de l'Institut international de statistique et reprend en totalité, jusque dans le système de numérotation, la nomenclature Bertillon (cf. Bertillon, *Cours élémentaire statistique administrative*, Ed. scientifiques, Paris, 1895). J.-1. Craig, administrateur anglais, avait comme Lowis travaillé à l'Indian Census. Cf. J.-1. Craig, "The Census of Egypt", *L'Égypte contemporaine*, Le Caire, 1917, p. 209-234 ; I. Lévi, "Le recensement de la population de l'Égypte de 1917", *L'Égypte contemporaine*, Le Caire, 1922, p. 473-506. Sur la statistique censitaire égyptienne : F. Ireton, "Éléments pour une sociologie historique de la production statistique de l'Égypte, *Peuples méditerranéens*, no 5455, 1991 ; R. Owen, "The Population Census of 1917 and its Relationship to Egypt's three 19th Century Statistical Regimes", document de travail, 1996.

11. Comme les tableaux sur l'instruction, ou cet âge marque le seuil de l'entrée à l'école primaire ou à l'école coranique. Tous les chiffres donnés ci-après sur les activités renvoient à cette définition de la population susceptible d'avoir une occupation.

12. R. Ilbert, *Alexandrie 1830-1930*, IFAO, Le Caire, 1996 ; M.3. Reimer, *Colonial Bridgehead. Government and Society in Alexandria 1807-1882*, American University in Cairo Press, Le Caire, 1997 ; M. Reimer, "Reorganizing Alexandria: the Origins and Development of the Conseil de l'ornato", *The Journal of Urban History*, vol. *XIX*, no 3, 1993 ; M. Delcroix, "L'institution municipale en Égypte", *L'Égypte contemporaine*, 1922, no 13, p. 278-323.

13. Introduction de la publication du recensement, tome II, p. XII, sur les "Census territorial divisions and boundaries". L'usage égyptien rejoint sur ce point un mode de distinction attesté ailleurs. Cf. Max Weber, *La Ville* [1947], Aubier, 1982 pour l'édition française, p. 29.

14. Définie comme l'ensemble de la population des localités comptant plus de 10 000 habitants agglomérés au chef-lieu.

15. 132 km² pour Kafr Salfm, 255 km² pour Nazla, sans parler des 1772 km² de Kûm Umbû, alors que la moyenne, pour les agglomérations de plus de 20 000 habitants, est de 29 km².

16. La sélection considère en conséquence comme urbains 96 % des habitants des agglomérations de plus de 20 000 habitants, 77 % de ceux des agglomérations entre 15 000 et 20 000 habitants, 65 % de ceux des agglomérations de 10 000 et 15 000 habitants, enfin 2,9 % de ceux des agglomérations entre 7 500 et 10 000 habitants.

17. Weber, *op. nt.*, p. 24.

18. Ainsi ne se distribuent entre les villes de province que 20 % de la finance et 24 % de l'industrie chimique ; en revanche, l'appareil judiciaire témoigne d'une plus nette décentralisation, avec un maillage de villes secondaires qui organise 41 % de l'activité.

19. 70 % des plus de cinq ans travaillent dans l'agriculture et la pêche.

20. D'autres industries, moins importantes numériquement que le textile, le cuir ou la poterie notamment, pourraient fournir des analyses similaires et compléter le panorama des villes de pays.

21. L'industrie de la laine est, avec plus de 11 000 actifs, la première branche du secteur textile. C'est aussi l'une des plus stables : elle comptait déjà 11 000 actifs en 1907.

22. Pour un panorama plus complet de l'industrie textile de la Haute-Égypte, voir les enquêtes publiées dans *L'Égypte contemporaine* en 1910 : V. Schearer, "Report on the Weaving Industry in Assiout" (p. 184-186) ; A. Chenouda, "L'industrie du tissage" (p. 187-191) ; N. Ablette, "Notes on the Industries of Assiout" (p. 328-333) ; M. Gordon, "Notes on the Weaving Industry at Mehalla-Kebir" (p. 334-336) ; M. Gordon, "Notes on the Industries of Assiout" (p. 337-339) ; S. H. Wells, "Note préliminaire sur l'industrie du tissage en Égypte" (p. 578-584).

23. La rigidité des structures agraires a, entre autres, pour effet de retarder dans cette région la mise en place d'un marché foncier monétarisé et le développement des cultures commerciales. Sur les raisons de cet archaïsme, voir G. Alleaume, "Les systèmes hydrauliques de l'Égypte prémoderne : essai d'histoire du paysage" in *Itinéraires d'Égypte. Mélanges offerts au père Maurice*

Martin, IFAO, Le Caire, 1992.

24. Elle compte dix fois moins d'actifs employés en 1917 qu'en 1907.

25. *Khitat*, XVI, p. 47-50.

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliia éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

26. Nombre de rentiers vivant du loyer de leurs terres pour 1 000 habitants.
27. Du moins pas encore, car il en ira tout à fait différemment durant l'entre-deux-guerres.
28. Peut-être parce qu'elle est alors plus liée à l'agriculture.
29. Et 38 % des actifs de la branche.
30. Tous les personnels de la fonction publique, à l'exception des plus qualifiés (ingénieurs, enseignants, médecins, etc.) qui font l'objet de catégories particulières.
31. En 1917, le système d'enseignement public en est encore à sa fondation : il n'existe d'écoles publiques que dans les chefs-lieux et, par le nombre d'enseignants, le rapport entre les deux secteurs, public et privé, est de 1 à 3.
32. Il existait 7 000 écoles de ce type en 1917, *Rapport sur l'état de l'instruction publique*, présenté par Ismaïl Sidqî, Le Caire, 1917 (en arabe).
33. Défini par l'effectif du personnel religieux, toutes confessions confondues, pour 1 000 habitants.
34. Centres d'enseignement religieux, généralement construits autour du tombeau d'un saint ou d'un maître spirituel.
35. D'après le témoignage de 'Alî pacha Mubàrak, dans les *Khitat*.
36. Réduite au Caire pour les médecins et les pharmaciens.
37. Les premières banques égyptiennes ne seront créées qu'une dizaine d'années plus tard.
38. Il y avait 11 000 déposants à Banî Suwayf en 1917, d'après *l'Annuaire statistique*.
39. Cf. B. Lepetit. *Les filles dans la France moderne*, *op. cit.*, p. 403.
40. *Ibid.*, conclusion.
41. Voir, sur ce point, les remarques de B. Lepetit, "Une herméneutique urbaine est-elle possible ?" in Bernard Lepetit et Denise Pumain, *Temporalités urbaines*, Economica-Anthropos, Paris, 1993.

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliia éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256

Alleaume, Denis, 1998, « L’Egypte à l’aube du XX^e siècle : Pays, bourgs, cités en des temporalités divergentes, *Urbanités arabes. Hommage à Bernard Lepetit* (J. Dakhliá éd.), Sindbad/Actes Sud, pp. 225-256